

Communiqué

20/06/2003

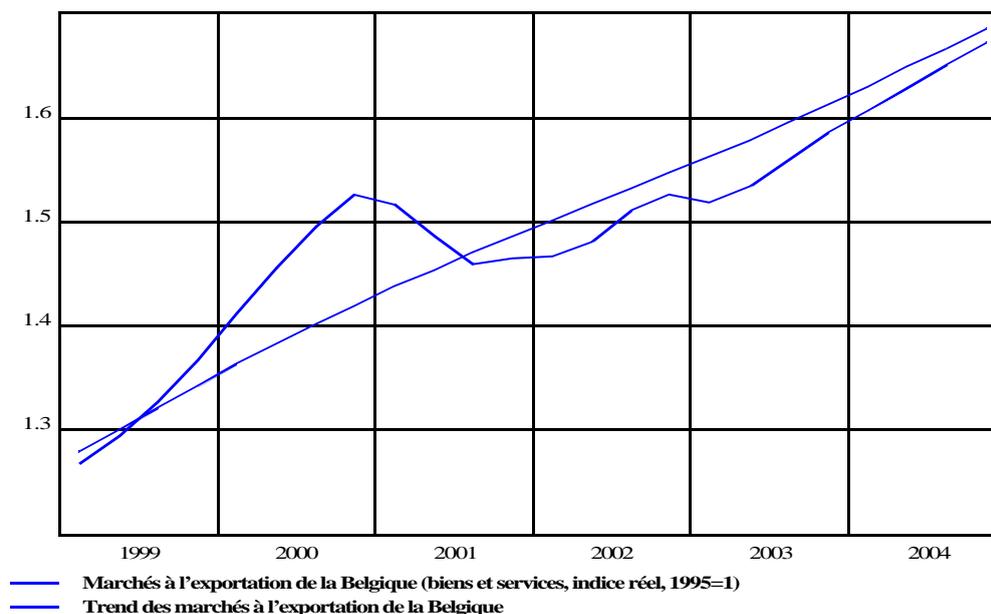
Budget Economique 2004

En application de la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) a communiqué au Ministre de l'Economie les chiffres du Budget Economique 2004. Ces prévisions macro-économiques servent de base au contrôle budgétaire 2003 ainsi qu'à l'élaboration du budget fédéral des recettes et dépenses de l'année 2004.

Les incertitudes géopolitiques qui ont pesé sur l'économie mondiale depuis la fin de l'été de l'année dernière se sont considérablement apaisées depuis la fin des hostilités en Irak, entraînant une modération des prix du pétrole ainsi qu'une stabilisation des marchés boursiers faisant suite à la correction subie durant ces deux dernières années. Parallèlement, l'appréciation du taux de change de l'euro vis-à-vis du dollar s'est poursuivie tandis que les taux d'intérêt, tant à court qu'à long terme, atteignent un niveau inférieur à leur dernier plancher historique du début de l'année 1999. Dans ce contexte, la croissance de l'économie mondiale et des échanges internationaux devrait légèrement se redresser durant la seconde partie de l'année 2003 avant de connaître une reprise quelque peu plus dynamique l'année prochaine. En effet, tant aux Etats-Unis que dans la plupart des économies d'Asie, d'Amérique Latine et d'Europe Centrale, la croissance économique en 2004 devrait être plus élevée que cette année.

Pénalisée par les tensions géopolitiques et la faiblesse de l'économie allemande, l'activité économique dans la zone euro a été décevante au cours des premiers mois de l'année; les premières estimations indiquant même que le PIB réel de l'ensemble de la zone n'aurait pas progressé durant le premier trimestre 2003. Même si le creux semble avoir été atteint, les dernières enquêtes disponibles ne laissent percevoir qu'une reprise modérée au cours du second semestre 2003. Le consensus actuel table sur une croissance de la zone euro à environ 0,75% cette année et moins de 2% l'année prochaine. Par rapport aux hypothèses internationales retenues par le BfP dans ses prévisions d'avril 2003, ce consensus implique une révision significative à la baisse de la croissance dans la zone euro pour ces deux années.

Evolution des marchés à l'exportation de la Belgique



Les risques entourant ces hypothèses de redressement de l'économie mondiale peuvent être qualifiés de symétriques. D'un côté, les indicateurs annonçant une reprise manquent encore de robustesse, de sorte que le retournement escompté pourrait être à nouveau postposé. D'un autre côté, ces prévisions se fondent sur une reprise très modérée de l'économie mondiale. En effet, comme le montre le graphique ci-dessus, jusqu'à la fin de l'année 2004, la croissance de nos marchés à l'exportation serait à peine plus rapide que leur croissance tendancielle de sorte que nos marchés pertinents demeureraient inférieurs à leur tendance de long terme.

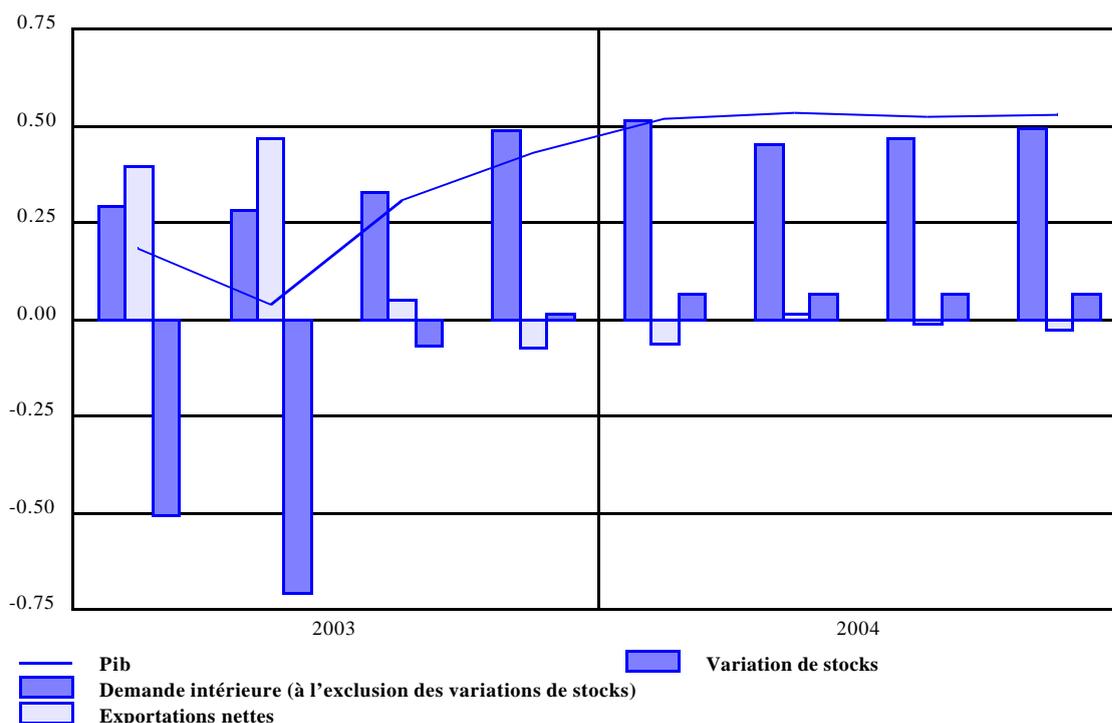
L'économie belge en 2003 et 2004

Durant les premiers mois de l'année 2003, l'économie belge n'a elle aussi livré que des indicateurs peu florissants. Ainsi, au début du printemps, tant la confiance des consommateurs que des entreprises de l'industrie manufacturière se situait à son niveau le plus bas de ces 12 à 15 derniers mois. L'estimation provisoire ("flash") du PIB belge fait état d'une croissance modeste au premier trimestre 2003 soit 0,2% de trimestre à trimestre. Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié de l'année que la croissance du PIB devrait s'accélérer: après une croissance nulle au second trimestre 2003, le PIB progresserait de 0,3% au troisième et 0,4% au dernier trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2003, la croissance atteindrait 1,0%.

L'année prochaine, en tenant compte d'une progression par trimestre de 0,5%, soit un rythme moins dynamique que lors des reprises de 1996-97 et 1999, le PIB belge croîtrait en moyenne annuelle de 1,8%. Tant la demande intérieure que les exportations devraient s'accélérer en 2004. La demande intérieure progresserait de 1,9% en 2004 contre 1,3% cette année et la croissance des exportations s'élèverait à 4,3% contre 1,4% cette année.

Evolution trimestrielle du PIB

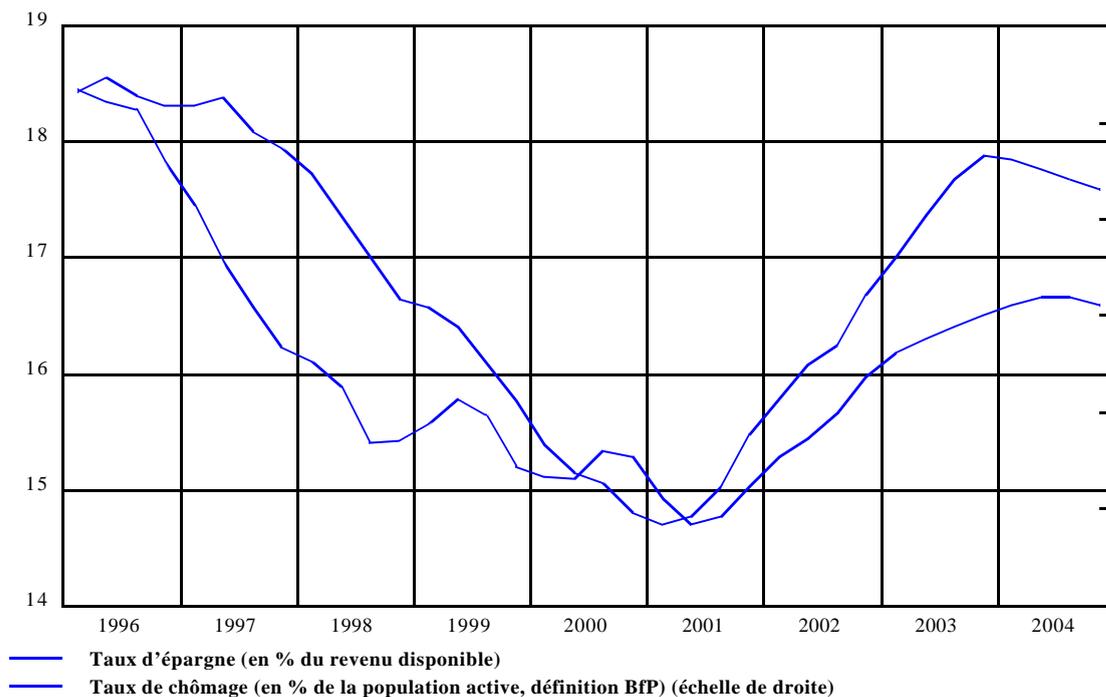
croissance à un trimestre d'intervalle, données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



En raison de l'appréciation de l'euro, les exportations belges ne profiteront pas pleinement, cette année comme l'année prochaine, de la reprise escomptée du commerce mondial. Cependant, l'appréciation de l'euro a également pour effet de réduire considérablement le coût des produits importés. En outre, la poursuite de la maîtrise des évolutions salariales déterminée pour 2003-04 par l'évolution de la norme salariale, combinée à une accélération des gains de productivité devraient donner lieu à une hausse très modérée des coûts salariaux unitaires: moins de 1% en 2003 et 2004, contre un peu plus de 3% au cours des deux années précédentes. Par conséquent, tant cette année que l'année prochaine et en dépit d'une baisse de l'inflation, les entreprises devraient pouvoir restaurer leurs marges bénéficiaires par unité produite, ce qui constituerait un important soutien à la reprise économique.

Le revenu disponible des ménages devrait progresser de 1,9% en termes réels en 2003 et 2004. La hausse du pouvoir d'achat des ménages au cours de ces deux années est en large partie imputable à la diminution de l'impôt des personnes physiques. Les dépenses de consommation des ménages devraient s'accroître de 1,6% en termes réels en 2004 contre 1% cette année soit une hausse moins importante que celle de leur revenu disponible. Par conséquent, en 2004, le taux d'épargne des ménages devrait augmenter pour la troisième année consécutive: il atteindrait 16,6%, soit une hausse de 0,3 points de pourcentage par rapport à 2003 et de plus de 1,5% par rapport au point bas de 2000-01. Grâce à la légère amélioration de la situation du marché du travail dans le courant de l'année 2004 et en l'absence de nouvelles corrections à la baisse des marchés boursiers, le taux d'épargne des ménages devrait commencer à diminuer à la fin de l'année 2004. Après deux années de recul et une croissance nulle cette année, les investissements en logements des ménages devraient renouer avec une croissance positive en 2004 (1,9%).

Taux d'épargne et taux de chômage

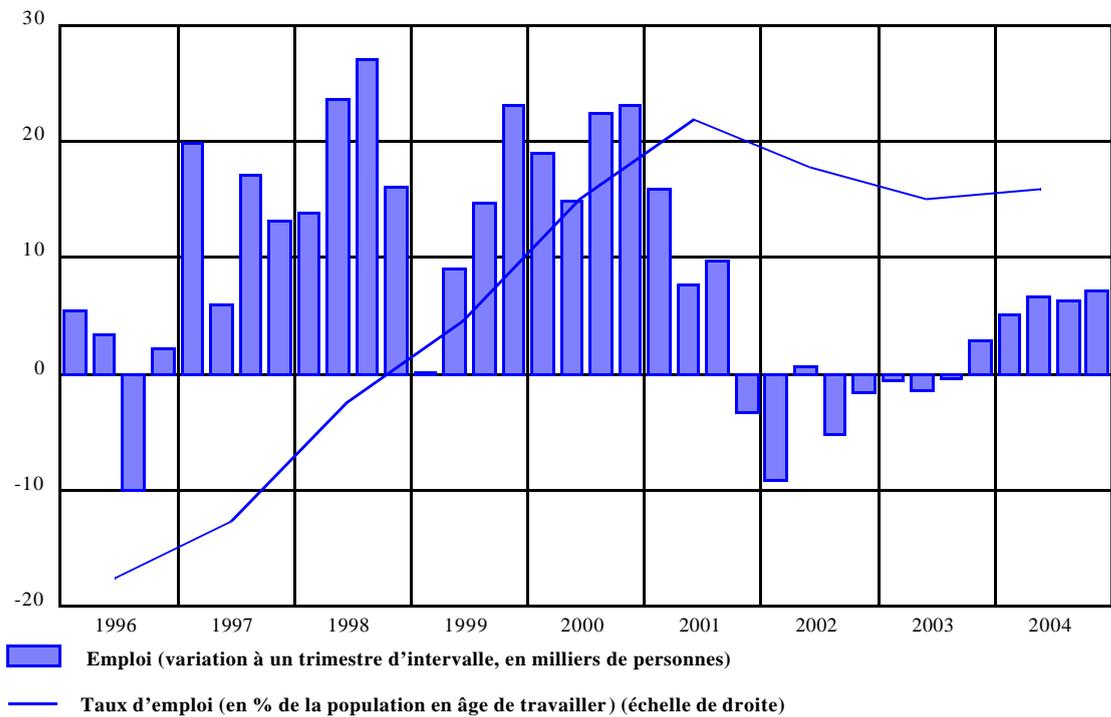


L'incertitude sur les perspectives de demande, des capacités de production excédentaires dans l'industrie manufacturière, un effritement de la rentabilité des entreprises et le malaise boursier sont autant de facteurs qui ont donné lieu à un recul significatif des investissements des entreprises l'année dernière. Cette année, un certain nombre de ces facteurs défavorables devraient encore freiner la croissance des investissements qui s'élèverait à peine à 1%. Il faudra attendre l'année prochaine pour qu'une vraie reprise des investissements des entreprises se manifeste. En 2004, ceux-ci devraient progresser de 3,4% sous l'influence, notamment, de perspectives de demande plus favorables ainsi que d'une augmentation des marges bénéficiaires par produit, augmentation qui s'est déjà enclenchée cette année.

La croissance quasiment ininterrompue de l'emploi intérieur, observée depuis la seconde moitié des années nonante, a subitement pris fin au cours du dernier trimestre 2001. A la fin 2002, l'emploi intérieur (corrige des variations saisonnières) comptait 19000 unités de moins qu'au moment du pic observé cinq trimestres plus tôt. La baisse de l'emploi devrait se poursuivre en 2003. En moyenne annuelle, l'emploi intérieur serait inférieur de 5000 personnes par rapport à l'année précédente (après une diminution d'environ 8000 unités en 2002). Ce n'est qu'à partir du quatrième trimestre de 2003 que l'emploi devrait à nouveau progressivement augmenter, de sorte qu'en 2004, l'emploi compterait 16500 personnes de plus qu'en 2003. Cette année, le taux d'emploi (rapport entre la population active occupée et la population en âge de travailler) devrait diminuer pour la deuxième année consécutive, avant d'augmenter légèrement l'année prochaine. Après une

remontée marquée cette année, le taux de chômage devrait connaître, en moyenne annuelle, une nouvelle hausse - bien que plus limitée- en 2003.

Emploi et taux d'emploi



L'inflation, mesurée par l'indice national des prix à la consommation, devrait atteindre 1,1% l'année prochaine, après avoir atteint 1,3% en 2003. Cette légère diminution devrait avoir lieu malgré le fait que l'impact de l'abolition ou la réduction selon les régions, de la redevance radiotélévision disparaisse quasiment l'année prochaine. La baisse attendue de l'inflation découle de la chute de l'inflation sous-jacente qui se situe toujours actuellement aux alentours de 2%. Cette chute s'explique par l'appréciation de l'euro et la progression modérée des coûts salariaux unitaires.

L'indice pivot pour la fonction publique a été dépassé en mai 2003. Les allocations sociales et les salaires dans le secteur public seront par conséquent adaptés à l'augmentation du coût de la vie, soit une augmentation de 2% respectivement en juin et en juillet. Selon nos prévisions mensuelles de "l'indice santé", l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 113,87) ne serait pas dépassé avant la fin de 2004.

Chiffres clés pour l'économie belge

Variations en % en volume - sauf indications contraires

	2001	2002	2003	2004
Dépenses de consommation finale des particuliers	0.9	0.6	1.0	1.6
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	2.2	1.8	2.0	1.6
Formation brute de capital fixe	0.5	-3.2	0.8	3.3
Dépenses nationales totales	0.5	1.0	1.3	1.9
Exportations de biens et services	1.1	-0.4	1.4	4.3
Importations de biens et services	0.8	-0.1	1.9	4.6
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.3	-0.3	-0.2	0.0
Produit intérieur brut	0.8	0.7	1.0	1.8
Indice national des prix à la consommation	2.5	1.6	1.3	1.1
Indice santé	2.7	1.8	1.3	1.2
Revenu disponible réel des particuliers	0.5	1.4	1.9	1.9
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	14.9	15.6	16.3	16.6
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	58.4	-8.2	-5.0	16.5
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	6.7	7.3	8.0	8.2
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	4.0	4.7	5.2	5.3
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	89.5	94.1	112.8	114.6
Taux d'intérêt à court terme (tarif interbancaire, 3 mois) (%)	4.2	3.3	2.3	2.1
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	5.1	5.0	3.9	3.8